

## L'image du président burundais écornée dans la presse africaine

Le Pays, 4 juin 2014 Burundi : Nkurunziza, une calamité pour la démocratie A un an des échéances électorales, Burundi est en proie à des remous sociaux du fait des agissements des acteurs politiques dont le président lui-même, Pierre Nkurunziza. En effet, son parti, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), serait en train d'armer les Imbonerakure, du nom de ces jeunes qui ne jurent que par lui. Une situation qui suscite l'inquiétude des Etats-Unis qui ont dépêché un ambassadeur au Burundi pour échanger avec le président himself.

Nkurunziza est en train de réunir les ingrédients d'une nouvelle guerre civile Le Conseil de sécurité des Nations-Unies a également exprimé publiquement son inquiétude, sans oublier les diplomates qui ont aussi tiré la sonnette d'alarme. Chose qui a d'ailleurs valu à l'entre eux l'expulsion du pays. Pour sa part, la société civile burundaise pousse à la répression en vue de contraindre le pouvoir et la communauté internationale à mener de sérieuses investigations sur cette affaire de distribution d'armes aux Imbonerakure. Mais le gouvernement y a opposé une fin de non-recevoir. Son porte-parole, Philippe Nzobonariba, a dit on ne peut plus clair : pas besoin d'enquête pour «de fausses allégations». le gouvernement a mis aux arrêts au moins une dizaine de personnes qui ont évoqué des distributions d'armes dans leurs communes, selon des organisations de la société civile. Il ne fait donc ombre d'aucun doute que Pierre Nkurunziza veut briguer un troisième mandat, quel qu'en soit le prix à payer. Or, il oublie que si son prédécesseur, Pierre Buyoya s'était comporté ainsi, il ne serait pas aujourd'hui à la tête du pays. Nkurunziza a-t-il la mémoire au point de pouvoir se rappeler que son pays revient de loin? Le Burundi a connu une guerre civile en 1993 à cause du partage du pouvoir entre hutu et tutsi. Et n'est-ce pas l'accord d'Arusha de 2000 qui a permis d'apaiser les années de pourparlers, le Burundi ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui. Voilà que plus de dix ans après, Nkurunziza est en train de réunir à nouveau les ingrédients d'une nouvelle guerre civile. En tout cas, si rien n'est fait, on risque de voir une nouvelle tragédie aux conséquences dramatiques à cause de la boulimie du pouvoir d'un seul homme nommé Nkurunziza. Entre ce qu'il préconise et ce qu'il fait, il y a un énorme fossé. Or, on pensait qu'après le discours des princes africains avaient compris que les règles du jeu devaient désormais se baser sur la démocratie qui, à son tour, devrait se nourrir d'élections équitables, transparentes et régulières. Mais hélas, on constate que bon nombre de nos dirigeants font feu de tout bois pour demeurer au pouvoir souvent à travers des élections truquées quand ils ne procèdent pas tout bonnement à l'élimination pure et simple de leurs opposants. C'est le cas de Nkurunziza. Incapable de trouver des solutions au chômage des jeunes, il préfère les recruter et les armer pour en faire une milice. Ce qui est en contradiction avec la démocratie et l'Etat de droit. Comment un Etat peut-il disposer d'une milice si ce n'est par une république bananière? En vérité, Pierre Nkurunziza est une véritable calamité pour la démocratie. C'est pourquoi il serait bon que la communauté internationale aille au-delà des simples observations et condamnations de principes car Nkurunziza n'entend pas faire de cadeau aux leaders de l'opposition et de la société civile qui veulent lui barrer la route. Et tout laisse croire que le combat engagé par ces derniers ne peut s'arrêter. Il semble d'ailleurs aller jusqu'à vouloir utiliser des jeunes à des fins personnelles et abjectes prouve qu'il s'accommode mal de la démocratie. reste, on constate qu'entre ce qu'il préconise par la parole en tant que pasteur et ce qu'il fait sur le terrain, il y a un fossé. Dabadi ZOUMBARANDIRI : Le Pays est un quotidien d'un groupe de presse privé du Burkina Faso